

VALEUR AJOUTÉE > Innovation

Maintenance, la filière qui recrute



Auprès de Pierre Tilly, Quentin et Samuel, deux jeunes recrues Tilly, techniciens de maintenance. « Un métier physique mais d'une grande diversité qui nous plonge très rapidement dans une totale autonomie. » Photo RL/Anthony PICORÉ

Ça recrute et tout de suite. Chaque année, en France, 1 000 techniciens de maintenance des matériels de construction sont diplômés. Or, 1 500 postes sont à pourvoir. Dans le Grand Est, 150 recrutements sont ouverts.

Toujours le même paradoxe. Des postes à pourvoir par centaines et pas de candidats. Tractopelles, bulldozers, nacelles, chariots élévateurs, etc. Du matériel de construction et de maintenance qui n'aime guère tutoyer la panne. Lorsque cela arrive, les sociétés spécialisées, vendeurs ou loueurs de ce type d'engins, proposent leur service après-vente. Le technicien file alors sur le chantier. « C'est ce que j'aime dans ce métier », témoigne Quentin, 24 ans, formé à Vigneulles-lès-Hattonchâ-

tel, bac pro en alternance puis un BTS. « Dès le départ, j'étais apprenti chez Tilly et j'ai été embauché à l'agence de Verdun. » Aujourd'hui, Quentin est autonome. « Ça me plaît de chercher la panne, faire le diagnostic. C'est un métier d'une grande polyvalence avec un contact client très intéressant. » Pour s'imaginer dans ce genre de métier, mieux vaut aimer la mécanique.

Samuel, 44 ans, vient de signer son CDI après six mois de formation et de stages chez les constructeurs. Il était mécanicien moto, puis a travaillé dans la maintenance industrielle et a été conducteur d'engins. « Là, c'est le bon métier. J'y reste », sourit-il. Mis à part Vigneulles (55), les CFA de Dombasle (54) et Courcelles-Chaussy (57) conduisent à ce métier. « Mais nous formons aussi en interne des

gens en reconversion, comme le prouve Samuel », explique Pierre Tilly, président du groupe du même nom.

Carrières solides

Le groupe Tilly, c'est un siège à Woippy (57), sept agences dans le Grand Est, Bourgogne comprise, et une récente ouverture au Luxembourg. 95 salariés pour 34 M€ de chiffre d'affaires. « Nous avons un besoin immédiat de six salariés. Ce sont des emplois non délocalisables », aime préciser celui qui préside également la fédération nationale de construction et de maintenance pour le Grand Est. « En France, cette fédération pèse 11 Mds d'euros de chiffre d'affaires pour 2 800 entreprises et 43 000 salariés. » Loin d'être anecdotique.

Pour séduire, le groupe Tilly for-

me et promet des perspectives de carrières solides. « On commence à 2 000 € bruts par mois et ça peut monter jusqu'à 35 000 à 40 000 € bruts annuels selon l'évolution de carrière. Le salarié est aussi directement intéressé sur l'activité qu'il génère. » Pour se lancer, il suffit de frapper à la bonne porte et d'avoir une appétence certaine pour la mécanique. « Nous avons besoin d'attirer un public qui ne connaît pas ce type de métier. » D'autant que la profession se porte bien. « La crise a, certes, touché les métiers du BTP, mais ça signifie en règle générale qu'ils n'ont pas investi dans du matériel neuf. Donc, la maintenance s'est accrue. »

Laurence SCHMITT

> Renseignements sur : www.dlr.fr
Un formulaire de contact permet de faire acte de candidature.

Iseetech, le lien entre technologie et PMI-PME

Rassembler les établissements d'enseignement supérieur de Moselle afin d'accompagner les entreprises dans leur démarche de R & D (recherche et développement) et d'innovation, c'est le but d'Iseetech, Institut supérieur européen de l'entreprise et de ses techniques. Une association créée à l'origine par le conseil départemental de Moselle. Présidée par Denis Rochat, PDG d'Eagle France, l'association compte trente-sept membres : collectivités territoriales, organismes consulaires, Université de Lorraine, écoles d'ingénieurs, centres de transferts et monde socio-économique pour faire le lien avec les PME-PMI et leurs projets d'innovation.

A sa disposition, des plateformes technologiques dédiées à la recherche, au développement et à l'innovation. Comme une plateforme d'équipement de contrôle non destructif (CND), la

plateforme forge à l'Ensam Metz ou celle du Composite Park à Porcellette, etc. Quarante et un projets ont été suivis en 2016, dont vingt-trois nouveaux. Cette année, on en compte trente-sept, dont treize nouveaux. Huit millions d'euros ont été investis dans ces équipements. Ils permettent aux PME-PMI de monter en gamme et viser de nouveaux marchés.

Depuis 2012, année de création d'Iseetech, 15 M€ de chiffre d'affaires cumulés ont été enregistrés et vingt emplois directs ont été créés au sein des structures où les plateformes ont été mises à disposition. Aujourd'hui, Iseetech aborde de nouvelles thématiques telles que la santé (l'Institut de l'autonomie) et s'ouvre au transfrontalier (MobiPro. GR et ProdPilot) avec notamment la volonté d'accroître la mobilité entre étudiants allemands et français.



Le Composite Park de Porcellette. Photo archives RL/Thierry SANCHIS

REPÈRES



Philippe Soler. Photo DR

Les risques mondiaux selon Davos

S'écarter de la technicité pure, lever la tête du guidon, écouter les menaces à bas bruit, c'est le rôle de l'ALRiM – Association luxembourgeoise de risk management – qui a organisé cette semaine la 4^e conférence sur les risques mondiaux à la chambre de commerce du Luxembourg. Une conférence en lien avec le World economic forum et son célèbre Forum de Davos à la suite de l'étude menée auprès de 750 décideurs et experts sur ce que chacun estime être les plus grands risques mondiaux. L'idée étant pour ces entreprises mondialisées, donc confrontées à ces risques, de participer à des ébauches de réponses.

1. Événements climatiques majeurs.
2. Flux migratoires massifs.
3. Catastrophes naturelles.
4. Attaques terroristes.
5. Cybercriminalité.

« Sur les dix dernières années, relève Philippe Soler, vice-président de l'ALRiM, on voit émerger de nouvelles problématiques. Comme les risques climatiques et terroristes apparus depuis quatre, cinq ans. La crise économique s'efface, même si elle reste présente dans des phénomènes sous-jacents. »

Phénomènes sous-jacents :

1. Croissance économique modérée avec vision à court terme des marchés.
2. Détérioration des discussions multilatérales avec pour conséquence une progression du protectionnisme des États.
3. Questions environnementales.
4. La 4^e révolution industrielle (robotisation et intelligence artificielle).
5. Effacement des identités conduisant à une surcharge émotionnelle des peuples.

Sur les impacts, les personnes interrogées craignent un accroissement des armes de destruction massive, une crise de l'eau avec des conséquences sanitaires et économiques ou encore l'échec des réponses au risque de réchauffement climatique.